

Philippe Meier
Martin Stettler

Droit de la filiation

6^e édition, entièrement remaniée
et mise à jour

TABLE DES MATIERES

ABREVIATIONS.....XXXV

INTRODUCTION GENERALE 1

- I. La notion de filiation 1
- II. La législation 4
- III. Les principes..... 12
 - a) En matière d'établissement de la filiation 12
 - b) En matière d'effets de la filiation 14
 - c) Le bien ou l'intérêt de l'enfant..... 22
- IV. L'évolution 24
 - a) Par rapport à l'établissement de la filiation..... 25
 - b) Par rapport aux effets de la filiation 29

PREMIERE PARTIE

*LA FILIATION LIEE A LA NAISSANCE, AU MARIAGE OU A LA
CONCEPTION* 37

CHAPITRE 1 - LA FILIATION MATERNELLE..... 39

- I. L'établissement de la filiation maternelle 39
- II. L'enregistrement de la filiation maternelle 42
- III. La cessation de la filiation maternelle 44

CHAPITRE 2 - LA FILIATION PATERNELLE..... 47

SECTION A: GENERALITES..... 47

- I. Les différents modes d'établissement de la filiation paternelle 47
- II. La contestation de la filiation paternelle..... 49
- III. Engagements frappés de nullité..... 49
- IV. Autorités compétentes 50

V. Eléments statistiques.....	50
-------------------------------	----

*SECTION B: LA PRESOMPTION DE PATERNITE DU MARI
ET LE DESAVEU DE PATERNITE 51*

I. La présomption de paternité du mari.....	51
a) Naissance pendant le mariage.....	52
b) Naissance dans les 300 jours après la dissolution du mariage par suite de décès ou après la disparition en danger de mort ou les dernières nouvelles en cas de déclaration d'absence	54
c) Naissance postérieure aux 300 jours qui suivent le décès du mari	55
d) Présomption litigieuse	56
e) Enregistrement de la filiation.....	56
f) Cessation de la filiation paternelle fondée sur la présomption de paternité.....	57
II. L'action en désaveu de paternité	57
a) Qualité pour agir et délais.....	59
aa) Le mari.....	59
bb) Les père et mère du mari.....	63
cc) L'enfant.....	64
dd) La mère, le père biologique et d'autres intéressés?	68
b) Qualité pour défendre	69
c) For.....	71
d) Moyen.....	71
aa) Désaveu facilité.....	71
bb) Désaveu ordinaire	73
e) Effets du jugement rendu sur action en désaveu	75

*SECTION C : LA RECONNAISSANCE DE PATERNITE ET LA
CONTESTATION DE LA RECONNAISSANCE.. 77*

I. La reconnaissance de paternité.....	77
a) Généralités	77
b) Forme de la reconnaissance	83
aa) La déclaration de reconnaissance devant l'officier de l'état civil.....	83
bb) La reconnaissance par disposition de dernière volonté.....	85
cc) La reconnaissance devant le juge de paternité.....	85
c) Effets de la reconnaissance.....	86
d) Extinction de la filiation paternelle établie par reconnaissance	87

II.	La contestation de la reconnaissance.....	87
a)	Généralités.....	87
b)	Qualité et délais pour agir.....	88
aa)	Le déclarant n'a pas épousé la mère de l'enfant.....	89
bb)	Le déclarant a épousé la mère de l'enfant.....	95
c)	Qualité pour défendre.....	96
d)	Moyen.....	97
e)	Effets du jugement rendu sur la contestation de la reconnaissance.....	99

SECTION D: L'ACTION EN PATERNITE..... 100

I.	En général.....	100
II.	Les parties et les intervenants éventuels.....	102
a)	Qualité pour agir.....	102
b)	Qualité pour défendre.....	103
c)	Qualité pour acquiescer?.....	104
d)	Intervenants éventuels au procès.....	105
III.	L'action de l'enfant.....	106
a)	Nature de l'action.....	106
b)	Mission du représentant légal.....	109
c)	Délai.....	110
IV.	L'action de la mère.....	112
a)	Représentation de la mère incapable de discernement?.....	112
b)	Délai.....	112
V.	L'articulation des deux actions.....	113
VI.	Les moyens de preuve.....	114
a)	La preuve de la cohabitation.....	114
b)	La preuve de la non-paternité ou de la paternité moins vraisemblable que celle d'un tiers.....	116
c)	La preuve directe de la paternité.....	118
VII.	Effets du jugement de paternité.....	119

SECTION E: LES EXPERTISES SCIENTIFIQUES..... 121

I.	L'évolution.....	121
II.	L'empreinte génétique.....	123
a)	La méthode de l'amplification génétique (PCR).....	124
b)	L'exploitation des données et les résultats obtenus.....	125
c)	Quelques chiffres et autres indications pratiques.....	127
III.	Les expertises andrologiques et gynéco-obstétricales.....	129

<i>SECTION F: ELEMENTS DE PROCEDURE</i>	130
I. Le concours des parties et des tiers aux expertises.....	130
II. Le rôle du juge.....	134
 CHAPITRE 3 - FILIATION ET PROCREATION MEDICALEMENT ASSISTEE	 139
I. Généralités	139
II. Le développement du cadre légal	141
a) Situation antérieure à la votation populaire de 1992	141
aa) Les directives de l'ASSM	141
bb) Les législations cantonales.....	143
b) Situation postérieure à la votation populaire de 1992	144
aa) L'art. 119 Cst. féd.	144
bb) L'initiative populaire pour la protection de l'être humain contre les techniques de la reproduction artificielle	145
cc) La modification du 14 juin 2015.....	146
dd) La Loi fédérale sur la procréation médicalement assistée	147
III. Les conséquences en matière de filiation	153
a) La filiation maternelle découle du seul fait de la naissance ..	153
b) Pas d'action en désaveu découlant du don de sperme	154
c) Pas d'action en paternité découlant du don de sperme	155
d) Pas de garantie d'anonymat pour le donneur de sperme	156
e) La maternité de substitution (GPA) étrangère	157
 <i>DEUXIEME PARTIE</i> <i>LA FILIATION DECOULANT DE L'ADOPTION</i>	 165
 INTRODUCTION.....	 167
 CHAPITRE 1 - L'ADOPTION D'UN MINEUR	 177
I. Les différents types d'adoption	177
a) L'adoption conjointe.....	177
b) L'adoption par une personne seule	181
aa) En général	181
bb) La personne seule vivant en concubinage.....	184
cc) L'orientation sexuelle de l'adoptant.....	187

c)	L'adoption par le conjoint ou le partenaire (enregistré ou de vie)	189
aa)	L'enfant du conjoint (art. 264c, al. 1, ch. 1 CC).....	189
bb)	L'enfant du partenaire enregistré (art. 264c, al. 1, ch. 2 CC)	192
cc)	L'enfant du partenaire à une vie de couple menée de fait (art. 264c, al. 1, ch. 3 CC)	194
II.	Les conditions de l'adoption d'un mineur	196
a)	Le bien de l'enfant	196
b)	Les conditions à remplir par le ou les adoptants.....	200
c)	Les conditions à remplir par l'enfant.....	204
III.	Les consentements requis	205
a)	L'enfant.....	205
b)	L'autorité de protection	207
aa)	L'enfant est placé sous une mesure de protection	207
bb)	L'adoptant est sous mesure de protection.....	209
c)	Les parents biologiques	210
aa)	Fondement du droit de consentir.....	210
bb)	Etendue, forme et moment du consentement	214
cc)	Effets du consentement	217
dd)	Renoncement au consentement.....	218
aaa)	L'art. 265c CC.....	219
bbb)	Interprétation et abrogation de l'art. 265c, ch. 2 aCC.....	220
ccc)	Procédure.....	226
IV.	La phase probatoire	229
CHAPITRE 2 - L'ADOPTION D'UN MAJEUR		235
I.	Les conditions spécifiques de l'adoption d'un majeur	236
a)	La présence de descendants n'est plus un obstacle	236
b)	La communauté domestique	238
c)	Justes motifs.....	240
d)	Le consentement du conjoint de l'adopté n'est plus exigé.....	242
II.	Le renvoi aux conditions de l'adoption d'un mineur	242
CHAPITRE 3 - LA PROCEDURE D'ADOPTION ET LES NOUVEAUX CONTOURS DU SECRET		245
I.	Le placement.....	245
II.	La procédure d'adoption au sens strict	254
III.	Les nouveaux contours du secret de l'adoption	262

CHAPITRE 4 -	L'ANNULATION DE L'ADOPTION.....	269
I.	Conditions et qualités pour agir et défendre.....	270
a)	Défaut d'un consentement exigé par la loi.....	270
b)	Autres vices d'un caractère grave.....	272
II.	Délais pour agir et procédure.....	274
CHAPITRE 5 -	EFFETS DE L'ADOPTION.....	277
CHAPITRE 6 -	LES SPECIFICITES DE L'ADOPTION INTERNATIONALE	285
I.	L'adoption est régie par la Convention de La Haye.....	286
II.	L'adoption n'est pas régie par la Convention de La Haye.....	293
a)	L'adoption a été prononcée dans l'Etat d'origine et peut être reconnue en Suisse.....	293
b)	L'adoption a été prononcée dans l'Etat d'origine, mais ne peut être reconnue en Suisse, ou l'enfant est accueilli sans qu'une adoption n'ait été prononcée dans l'Etat d'origine	295
III.	Mesures générales de protection de l'enfant en cas d'adoption internationale et dispositions pénales	296
 <i>TROISIEME PARTIE</i>		
<i>LA RECHERCHE DES ORIGINES</i>		301
CHAPITRE 1 -	GENERALITES	303
CHAPITRE 2 -	L'ENFANT ADULTERIN.....	317
CHAPITRE 3 -	L'ENFANT NE HORS MARIAGE.....	321
CHAPITRE 4 -	L'ENFANT ISSU D'UNE PROCREATION MEDICALEMENT ASSISTEE	327
CHAPITRE 5 -	L'ENFANT ADOPTE.....	331
I.	Excursus: le droit à l'information des parents biologiques.....	331

II.	Le droit à l'information de l'enfant adopté.....	334
III.	L'information sur le fait même de l'adoption.....	341
CHAPITRE 6 -	L'ENFANT TROUVE, LES BOITES A BEBE, L'ACCOUCHEMENT SOUS X ET L'ACCOUCHEMENT CONFIDENTIEL	343
CHAPITRE 7 -	L'ENFANT DONT L'ORIGINE MATERNELLE EST INCERTAINE	351
CHAPITRE 8 -	LE DROIT DE CONNAITRE SA DESCENDANCE.....	353
CHAPITRE 9 -	LES PROBLEMES POSES PAR L'EXPERTISE PRIVEE	359
I.	Généralités	359
II.	L'expertise portant sur la filiation paternelle: le consentement des personnes intéressées.....	364
a)	Le consentement de l'enfant.....	367
aa)	S'il est capable de discernement	367
bb)	S'il est incapable de discernement.....	368
aaa)	Représentation paternelle?	369
bbb)	Représentation maternelle?	370
b)	Le consentement des autres intéressés?	374
III.	L'expertise portant sur la filiation maternelle: le consentement des personnes intéressées.....	375
IV.	La communication des résultats et leur utilisation en procédure	375
V.	De lege ferenda.....	377

QUATRIEME PARTIE

L'AUTORITE PARENTALE ET LA TUTELLE DES MINEURS..... 379

CHAPITRE 1 - L'AUTORITE PARENTALE

SECTION A: GENERALITES..... 381

I. Origine et contenu de la notion..... 381

II. Pas d'autorité parentale sans lien de filiation	385
III. Pas d'autorité parentale sans exercice des droits civils	387
IV. L'autorité parentale n'est sujette ni à renonciation ni à aliénation	389
V. Pas d'autre alternative que la tutelle.....	390
VI. Protection de l'autorité parentale.....	391
VII. Vers une redéfinition de certains concepts légaux	398
a) La situation avant le 1 ^{er} juillet 2014	398
b) La situation depuis le 1 ^{er} juillet 2014.....	400
aa) L'autorité parentale.....	400
bb) Le droit de déterminer le lieu de résidence de l'enfant rattaché à l'autorité parentale.....	400
cc) La garde: une garde de fait, mais une notion juridique ...	401
dd) La prise en charge de l'enfant.....	402

*SECTION B: TITULARITE ET MODIFICATION
DE L'AUTORITE PARENTALE..... 405*

I. L'autorité parentale découlant de la loi ou d'une déclaration commune des parents.....	405
a) Parents mariés.....	405
b) Parents non mariés.....	406
II. L'autorité parentale découlant d'une décision d'attribution	414
a) Les parents mariés ou l'ayant été	414
aa) Les parents séparés.....	414
bb) Les parents divorcés.....	415
aaa) De l'évolution de la répartition des droits parentaux	415
bbb) La dissociation du couple conjugal et du couple parental.....	418
ccc) La réforme du 21 juin 2013	419
b) Les parents non mariés	422
aa) L'attribution par l'autorité de protection.....	422
bb) L'attribution par le juge de l'action en paternité.....	423
cc) L'attribution par le juge de l'entretien	424
III. La modification de l'autorité parentale et des autres droits et devoirs parentaux.....	425
a) Les parents mariés ou l'ayant été	427
aa) Le passage d'une autorité exclusive à une autorité conjointe	427

bb)	Le passage d'une autorité conjointe à une autorité exclusive.....	430
cc)	Le passage d'une autorité exclusive à une autorité exclusive.....	431
dd)	La modification de la répartition des bonifications pour tâches éducatives	432
b)	Les parents non mariés	433
aa)	Le passage d'une autorité exclusive à une autorité conjointe	433
bb)	Le passage d'une autorité conjointe à une autorité exclusive.....	435
cc)	Le passage d'une autorité exclusive à une autorité exclusive.....	438
dd)	La modification de la répartition des bonifications pour tâches éducatives	439
c)	La modification en cas de décès ou de curatelle de portée générale	440
IV.	Le rétablissement de l'autorité parentale de plein droit	442

*SECTION C: LA DETERMINATION DU BIEN DE L'ENFANT
DANS LES DECISIONS RELATIVES
AUX DROITS ET DEVOIRS PARENTAUX..... 443*

I.	Généralités	443
II.	Le bien de l'enfant et les décisions relatives à l'autorité parentale.....	447
a)	Généralités	447
b)	L'art. 311 CC n'est pas le critère de référence	448
c)	Les critères d'exclusion de l'autorité parentale conjointe	450
d)	Les critères d'attribution de l'autorité parentale exclusive à l'un des parents.....	461
III.	Le bien de l'enfant et les décisions relatives aux autres droits et devoirs parentaux	462
a)	La personnalité de l'enfant et la nature de la relation parentale.....	463
b)	Les soins donnés à l'enfant	464
c)	Les capacités éducatives des père et mère.....	465
d)	La stabilité du cadre socio-éducatif	467
e)	Les intérêts communs de la fratrie.....	468
f)	L'aptitude à favoriser les contacts entre l'enfant et l'autre parent.....	469
g)	Les responsabilités dans la désunion?	470

IV. La requête commune des parents et le veto de l'un d'eux.....	470
V. L'avis de l'enfant.....	472

SECTION D: LA PROCEDURE..... 474

I. Les mesures provisionnelles.....	475
II. L'audition des parents et la médiation.....	476
III. L'audition de l'enfant.....	479
IV. L'appréciation des circonstances.....	491
a) L'établissement des faits et l'appréciation des preuves.....	491
b) L'expertise.....	493
c) Les renseignements pris auprès des organes de protection des mineurs.....	496
V. La représentation procédurale de l'enfant.....	498
VI. La communication des décisions concernant l'enfant.....	514
VII. Les autorités compétentes.....	515
a) La compétence à raison du lieu.....	515
aa) Le juge matrimonial.....	515
bb) L'autorité de protection de l'enfant.....	516
cc) Le juge de l'entretien et le juge de paternité.....	517
b) La compétence à raison de la matière.....	517
aa) Parents mariés ou l'ayant été.....	517
bb) Parents non mariés.....	518
VIII. Les voies de recours.....	520
a) Le juge matrimonial et le juge de l'action en paternité.....	520
b) L'autorité de protection de l'enfant.....	522

CHAPITRE 2 - LA TUTELLE DES MINEURS..... 525

I. Définition et fondements.....	525
II. Les différents cas de tutelle des mineurs.....	526
a) La tutelle de l'enfant de parents mineurs.....	526
b) La tutelle de l'enfant de parents sous curatelle de portée générale.....	528
c) La tutelle de l'enfant de parents décédés.....	529
d) La tutelle de l'enfant de parents auxquels on a retiré l'autorité parentale par application des art. 311 ou 312, ch. 2 CC.....	530

e)	La tutelle de l'enfant de parents auxquels on a refusé l'autorité parentale sans application directe des art. 311/312 CC	530
f)	La tutelle de l'enfant de parents refusant l'exercice de l'autorité parentale (art. 312, ch. 1 CC et cas assimilés)...	532
g)	La tutelle de l'enfant trouvé.....	533
h)	La tutelle de l'enfant placé en vue d'adoption.....	533
III.	Effets.....	534
IV.	Procédure	536
V.	Fin de la tutelle des mineurs	538

CINQUIEME PARTIE

LES EFFETS DU LIEN DE FILIATION PAR RAPPORT

<i>A LA PERSONNE ET AU PATRIMOINE DE L'ENFANT</i>	539
---	-----

§ 1 LES EFFETS INDEPENDANTS DE L'AUTORITE

<i>PARENTALE (HORS ENTRETIEN)</i>	541
---	-----

CHAPITRE 1 - LE DEVOIR D'AIDE, D'EGARDS ET DE RESPECT

I.	Généralités	541
II.	Contenu.....	544
a)	Aide.....	544
b)	Egards	545
c)	Respect.....	546

CHAPITRE 2 - LE NOM

SECTION A: COMPOSANTES ET DEFINITIONS

I.	Le nom de famille.....	548
II.	Le prénom.....	549

SECTION B: ATTRIBUTION DU NOM DE FAMILLE.....

I.	Généralités	550
II.	Les différentes situations	552
a)	Enfant de parents mariés au jour de la naissance	552

b)	Enfant né dans les 300 jours qui suivent la dissolution du mariage par le décès du mari	555
c)	Enfant né de parents non mariés.....	556
aa)	La modification du 30 septembre 2011.....	556
bb)	La modification du 21 juin 2013.....	557
d)	Enfant trouvé	559
e)	Enfant mort-né ou né sans vie	560

SECTION C: CHANGEMENT DU NOM DE FAMILLE DE PLEIN DROIT 561

a)	Mariage subséquent des père et mère, divorce et décès	561
b)	Désaveu et contestation de la reconnaissance	563
c)	Adoption	564
d)	Enfant trouvé	567

SECTION D: ATTRIBUTION ET CHANGEMENT DU NOM SUR DECLARATION COMMUNE..... 568

a)	Parents mariés, séparés, divorcés ou veufs.....	568
b)	Parents non mariés.....	571

SECTION E: DISPOSITIONS TRANSITOIRES..... 573

SECTION F: CHANGEMENT DE NOM PAR DECISION DE L'AUTORITE APRES EXAMEN MATERIEL..... 575

I.	Généralités	575
II.	Les différentes situations familiales	580
a)	Enfant d'un parent divorcé, remarié ou non	580
b)	Enfant d'un parent veuf.....	582
c)	Enfant d'une mère non mariée vivant en concubinage.....	582
aa)	La mère vit en concubinage avec le père de l'enfant.....	582
bb)	La mère vit en concubinage avec un tiers	583
d)	Enfant d'une mère non mariée à la naissance, qui épouse un tiers	584
aa)	L'enfant n'a pas de lien de filiation paternelle	584
bb)	L'enfant a un lien de filiation paternelle avec un homme autre que le mari de sa mère	584
e)	Enfant d'une mère non mariée, élevé par le père biologique, sans lien de filiation juridique.....	585
f)	Enfant d'une mère non mariée, élevé par le père juridique sans autorité parentale.....	586

g)	Enfant placé durablement chez des parents nourriciers.....	586
h)	Autres cas.....	587
III.	Procédure.....	587
<i>SECTION G: ACTION EN ANNULATION DU CHANGEMENT DE NOM.....</i>		<i>591</i>
 <i>SECTION H: EFFETS DU CHANGEMENT DE NOM.....</i>		<i>592</i>
 <i>SECTION I: ATTRIBUTION DU PRENOM.....</i>		<i>593</i>
I.	Titulaires du droit d'attribution du prénom.....	593
II.	Choix du ou des prénoms.....	595
III.	Changement de prénom.....	597
CHAPITRE 3 -	LE DROIT DE CITE.....	599
I.	Définition et règles de rattachement.....	599
II.	Acquisition du droit de cité de plein droit à la naissance.....	601
a)	Les parents sont mariés ensemble au jour de la naissance	601
aa)	Le père et la mère sont suisses.....	601
bb)	L'un des parents est suisse, l'autre est étranger.....	601
b)	L'enfant naît dans les 300 jours qui suivent la dissolution du mariage par le décès du mari.....	601
c)	Les parents, tous deux suisses, ne sont pas mariés ensemble à la naissance de l'enfant.....	602
d)	Les parents ne sont pas mariés ensemble à la naissance de l'enfant, seule la mère a la nationalité suisse.....	602
e)	Les parents ne sont pas mariés ensemble à la naissance de l'enfant, seul le père a la nationalité suisse.....	602
f)	Enfant trouvé.....	603
III.	Acquisition ou perte d'un droit de cité de plein droit postérieurement à la naissance.....	604
a)	Mariage des père et mère postérieur à la naissance / reconnaissance ou jugement de paternité.....	604
b)	Modification du nom de l'enfant de père et mère suisses entraînant un changement de droit de cité.....	605
c)	Modification du nom de l'enfant lorsque les père et mère ne sont pas suisses tous les deux et effet sur le droit de cité.....	606
d)	Adoption.....	606

e) Désaveu.....	608
f) Etablissement de la filiation d'un enfant trouvé.....	608
IV. Acquisition et perte d'un droit de cité par décision de l'autorité (naturalisation ou libération du droit de cité)..	608
CHAPITRE 4 - LES RELATIONS PERSONNELLES.....	615
<i>SECTION A: GENERALITES.....</i>	<i>615</i>
I. Principes	615
II. Le point de vue de l'enfant.....	621
III. La fin des relations personnelles	625
IV. Le droit international privé.....	626
<i>SECTION B: LES TITULAIRES DU DROIT.....</i>	<i>627</i>
I. Les père et mère privés des droits parentaux	627
II. Les tiers.....	629
<i>SECTION C: LA NATURE, L'ETENDUE ET L'ORGANISATION DES RELATIONS PERSONNELLES.....</i>	<i>633</i>
I. La nature	634
II. L'étendue.....	635
III. L'organisation et les frais.....	637
<i>SECTION D: LE DEVOIR DE LOYAUTE DES PERE ET MERE.....</i>	<i>648</i>
<i>SECTION E: LES LIMITATIONS DU DROIT AUX RELATIONS PERSONNELLES.....</i>	<i>650</i>
I. Les causes de limitation.....	650
a) Les relations personnelles compromettent le développement de l'enfant.....	652
b) Le bénéficiaire du droit viole ses obligations dans le cadre du droit aux relations personnelles	656
c) Le bénéficiaire du droit ne s'est pas soucié sérieusement de l'enfant	657
d) Autres justes motifs	658

II.	Les mesures prises en application de l'art. 274, al. 2 CC....	661
<i>SECTION F: LES COMPETENCES POUR FIXER INITIALEMENT LE DROIT AUX RELATIONS PERSONNELLES</i>		
<i>673</i>		
I.	Compétences hors procédure matrimoniale	673
a)	L'accord informel des parents	673
b)	Les mesures prises par l'autorité de protection ou le juge non matrimonial	675
II.	Compétences en relation avec une procédure matrimoniale	677
a)	Le juge matrimonial.....	677
b)	L'autorité de protection	679
<i>SECTION G: AUTRES ELEMENTS DE PROCEDURE ET POUVOIR D'APPRECIATION</i>		
<i>680</i>		
<i>SECTION H: LA MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION DES RELATIONS PERSONNELLES</i>		
<i>684</i>		
I.	Les conditions matérielles	684
II.	Dispositions prises par le juge matrimonial	685
III.	Attributions de l'autorité de protection ou du juge de l'entretien.....	688
<i>SECTION I: LES VOIES DE RECOURS</i>		
<i>691</i>		
<i>SECTION J: LA PROTECTION DU DROIT AUX RELATIONS PERSONNELLES.....</i>		
<i>693</i>		
I.	Sanctions applicables en cas de violation des règles régissant l'exercice du droit aux relations personnelles	694
II.	La procédure d'exécution forcée	697
CHAPITRE 5 - LE DROIT A L'INFORMATION ET AUX RENSEIGNEMENTS.....		
705		

§ 2 LES EFFETS DEPENDANTS (TOTALEMENT OU PARTIELLEMENT) DE L'AUTORITE PARENTALE 713

CHAPITRE 1 - LE DOMICILE CIVIL 713

- I. Définition..... 713
- II. Enfant sous autorité parentale..... 715
 - a) Le domicile de l'enfant se greffe sur celui du ou des titulaires de l'autorité parentale (rattachement principal).....715
 - b) Le domicile de l'enfant se greffe sur celui du parent détenteur de la garde (rattachement subsidiaire primaire).....716
 - c) Le domicile de l'enfant se greffe sur le lieu de sa résidence (rattachement subsidiaire secondaire)..... 717
- III. Enfant sous tutelle 721
- IV. Excursus: la résidence et la résidence habituelle..... 722
 - a) La résidence722
 - b) La résidence habituelle723

CHAPITRE 2 - LE DROIT DE DETERMINER LE LIEU DE RESIDENCE, LA GARDE ET LA PRISE EN CHARGE DE L'ENFANT 729

- I. Le droit de déterminer le lieu de résidence de l'enfant 729
 - a) Généralités..... 729
 - b) Le changement du lieu de résidence 733
 - aa) Avant le 1^{er} juillet 2014..... 733
 - bb) Après le 1^{er} juillet 2014 - parent exerçant seul l'autorité parentale..... 734
 - cc) Après le 1^{er} juillet 2014 - parents codétenteurs de l'autorité parentale 736
 - aaa) Conditions d'application de l'art. 301a, al. 1, 2 et 5 CC738
 - bbb) Critères de décision742
 - ccc) Compétences et questions procédurales 751
 - ddd) Conséquences juridiques 757
 - dd) Le devoir d'information du parent non gardien..... 761
- II. La garde de l'enfant, la garde alternée et la prise en charge 762
 - a) La garde de l'enfant: notion et attribution..... 762
 - b) La garde alternée.....768
 - c) La prise en charge de l'enfant775

CHAPITRE 3 - LA REPRESENTATION	777
SECTION A: GENERALITES.....	777
SECTION B: L'ENFANT INCAPABLE DE DISCERNEMENT	780
SECTION C: L'ENFANT CAPABLE DE DISCERNEMENT..	784
I. L'exercice des droits strictement personnels.....	786
a) Les droits strictement personnels proprement dits	787
b) Les droits strictement personnels improprement dits	792
II. Les acquisitions à titre purement gratuit et les affaires mineures de la vie quotidienne	793
III. La délivrance du consentement: une alternative à la représentation légale	797
a) Consentement donné à un acte déterminé	797
b) Consentement donné à la disposition de certains éléments du patrimoine.....	799
c) Consentement donné à l'exercice d'une profession ou d'une industrie	800
IV. Le produit du travail de l'enfant mineur	801
V. Libéralités soustraites au pouvoir d'administration du représentant légal.....	803
SECTION D: LA REPRESENTATION DE L'ENFANT DANS L'ACTION JUDICIAIRE ET LA POURSUITE.....	804
I. L'action judiciaire.....	804
II. La poursuite pour dettes et la faillite	806
SECTION E: LE CONFLIT D'INTERETS ENTRE LE REPRESENTANT LEGAL ET L'ENFANT	807
SECTION F: LES EFFETS DE LA REPRESENTATION LEGALE PAR RAPPORT AUX TIERS.....	811
I. La présomption du consentement de l'autre parent.....	812
II. L'étendue du patrimoine engagé	814

<i>SECTION G: LE POUVOIR DE REPRESENTATION DE L'ENFANT</i>	815
CHAPITRE 4 - L'ADMINISTRATION DES BIENS.....	817
<i>SECTION A: GENERALITES</i>	817
<i>SECTION B: LES REGLES D'ADMINISTRATION</i>	818
I. L'administration soigneuse et fidèle.....	818
II. Le cas du parent seul administrateur des biens.....	819
III. L'utilisation des revenus et les prélèvements autorisés.....	820
a) L'utilisation des revenus des biens de l'enfant.....	820
b) Les ressources destinées à l'entretien de l'enfant.....	821
c) Prélèvements sur la fortune proprement dite.....	822
<i>SECTION C: LES BIENS DE L'ENFANT SOUSTRATS A L'ADMINISTRATION PARENTALE</i>	825
<i>SECTION D: LA FIN DE L'ADMINISTRATION</i>	828
CHAPITRE 5 - L'EDUCATION	833
<i>SECTION A: GENERALITES</i>	834
I. Le contenu	834
II. La répartition des rôles	834
III. L'éducation adaptée aux facultés et aux moyens des parents.....	836
IV. L'autonomie des parents par rapport aux options éducatives.....	837
V. Les méthodes et les moyens d'éducation	840
<i>SECTION B: LES RESPONSABILITES PARENTALES</i>	841
I. La direction de l'éducation	843
a) Le droit de l'enfant d'organiser librement sa vie selon son degré de maturité (art. 301, al. 2 CC).....	843
b) Le droit de l'enfant à une formation générale et professionnelle appropriée (art. 302, al. 2 CC).....	844

c)	Le droit de l'enfant à ce que l'on tienne compte autant que possible de son avis pour les affaires importantes (art. 301, al. 2 in fine CC).....	846
d)	Le devoir d'obéissance de l'enfant (art. 301, al. 2 CC).....	846
e)	Le devoir de l'enfant de ne pas quitter la communauté domestique sans l'assentiment des père et mère (art. 301, al. 3 CC).....	849
II.	La prise des décisions nécessaires lorsque l'enfant vit avec le/les détenteur(s) de l'autorité parentale	849
a)	Les décisions relatives à l'encadrement quotidien de l'enfant	850
b)	Les décisions concernant l'instruction et la formation	851
c)	Les décisions concernant les relations de l'enfant avec des tiers.....	852
III.	La prise des décisions nécessaires par le parent qui prend l'enfant en charge (art. 301, al. 1 ^{bis} CC)	853
IV.	La collaboration appropriée avec l'école, cas échéant, avec les institutions de protection de la jeunesse (art. 302, al. 3 CC).....	861
V.	L'éducation religieuse	863

SIXIEME PARTIE

L'ENTRETIEN DE L'ENFANT ET LES DROITS PECUNIAIRES

SPECIFIQUES DE LA MERE NON MARIEE

867

CHAPITRE 1 - LES ENFANTS MINEURS

869

SECTION A: GENERALITES.....

869

SECTION B: LES DEBITEURS ET LES CREANCIERS

DE L'ENTRETIEN.....

876

I. Les débiteurs de l'entretien

et les autres formes de prise en charge financière

876

a) Les père et mère.....

876

b) Les parents nourriciers?

879

c) Le beau-parent?

880

d) Les parents plus éloignés?

884

e) Les tiers?

886

f) La collectivité publique?.....

887

II. Les créanciers de l'entretien	888
a) L'enfant.....	888
b) La collectivité publique subrogée.....	890
III. Le conflit d'obligations d'entretien et le rapport avec la dette alimentaire.....	892

*SECTION C: LA DETERMINATION DE LA
CONTRIBUTION D'ENTRETIEN 899*

I. Les composantes de l'entretien.....	899
II. Les éléments de fixation de l'entretien effectif de l'enfant ..	901
a) Généralités	901
b) La détermination des besoins de l'enfant	903
aa) La diversité des approches et des méthodes.....	905
bb) Les « Tabelles de Zurich ».....	907
cc) Le pourcentage du revenu parental	911
dd) La méthode « en deux (trois) étapes » à partir des normes LP	913
ee) La méthode en une étape dans les situations financières aisées.....	914
c) La situation patrimoniale des père et mère	915
d) La fortune et les revenus de l'enfant.....	925
e) Le sort des allocations familiales et des prestations d'assurances sociales (art. 285a CC)	925
III. La prise en charge de l'enfant	930
a) Historique et objectif	930
b) Le mode de calcul.....	933
c) La durée de la contribution de prise en charge	940
d) Autres questions.....	947

*SECTION D: LA MODIFICATION
DE LA CONTRIBUTION D'ENTRETIEN 951*

I. La modification prévue par la convention ou le jugement ..	951
a) Changements prévus dans les besoins de l'enfant.....	951
b) Changements prévus dans les ressources des père et mère ...	952
c) Changements dans le coût de la vie.....	953
II. La modification sur demande	955
a) La modification « ordinaire » pour l'avenir	955
b) La modification « extraordinaire » pour l'avenir	962
c) La modification exceptionnelle pour le passé	964

III. L'exclusion de la modification	967
<i>SECTION E: L'INDEMNITE UNIQUE (ART. 288 CC)</i>	<i>969</i>
<i>SECTION F: LA PROCEDURE ET LES AUTORITES COMPETENTES</i>	<i>972</i>
I. La convention d'entretien	974
a) L'approbation de la convention	975
b) La modification de la convention	976
II. L'action en réclamation	977
a) La procédure au fond	977
b) Les mesures provisionnelles	984
c) La modification du jugement alimentaire	988
III. Le jugement matrimonial	991
a) La procédure au fond	991
b) Les mesures provisionnelles	992
c) La modification du jugement matrimonial	993
<i>SECTION G: LES VOIES DE RECOURS</i>	<i>995</i>
I. Dans la procédure alimentaire (réclamation d'entretien)	995
II. Dans la procédure matrimoniale	996
III. Contre la décision de l'autorité de protection	997
<i>SECTION H: L'ACCOMPLISSEMENT DE L'OBLIGATION D'ENTRETIEN</i>	<i>998</i>
I. L'aide au recouvrement de la créance	999
II. L'avis aux débiteurs	1003
III. Les sûretés	1009
IV. L'avance des contributions d'entretien	1011
V. Poursuite civile et pénale	1014
a) Application de la LP	1015
b) Application de l'art. 217 CP	1018
CHAPITRE 2 - LES ENFANTS MAJEURS	1023
<i>SECTION A: GENERALITES</i>	<i>1023</i>

SECTION B: LES CONDITIONS PARTICULIERES..... 1026

- I. Le défaut de formation appropriée à la majorité 1026
- II. La durée de l'obligation 1034
- III. Les circonstances à examiner 1038
 - a) Les circonstances économiques chez les débiteurs d'entretien 1039
 - b) Les circonstances économiques chez le créancier d'entretien..... 1043
 - c) Les circonstances personnelles 1047

SECTION C: LES REGLES DE PRIORITE 1052

- I. Enfant majeur et enfant mineur 1052
- II. Enfant majeur et conjoint 1054
- III. Enfant majeur et créancier alimentaire (art. 328 s. CC) 1055

SECTION D: LA FIXATION DE L'ENTRETIEN DE L'ENFANT MAJEUR..... 1055

- I. Pendant la minorité..... 1055
- II. Après la majorité 1058
 - a) Aucune procédure matrimoniale n'est en cours..... 1058
 - b) Une procédure matrimoniale est en cours 1060

SECTION E: LA MODIFICATION DE L'ENTRETIEN DE L'ENFANT MAJEUR..... 1061

SECTION F: QUELQUES QUESTIONS DE PROCEDURE ET DE POURSUITE..... 1064

CHAPITRE 3 - LES DROITS PECUNIAIRES SPECIFIQUES DE LA MERE NON MARIEE..... 1079

- I. Généralités 1079
- II. Prestations susceptibles d'être requises en cas de grossesse menée à terme 1080
 - a) Frais de couches (art. 295, al. 1, ch. 1 CC)..... 1081
 - b) Frais d'entretien (art. 295, al. 1, ch. 2 CC)..... 1081
 - c) Autres dépenses occasionnées par la grossesse et l'accouchement (art. 295, al. 1, ch. 3 CC)..... 1082

III. Prestations susceptibles d'être requises en cas de grossesse ayant pris fin prématurément	1083
IV. Procédure	1084
a) Qualité pour agir	1084
b) Qualité pour défendre	1084
c) Moyen de preuve	1084
d) Délai pour agir	1085
e) Procédure	1085

SEPTIEME PARTIE

<i>LA PROTECTION DE L'ENFANT ET DE SES BIENS</i>	1087
--	------

CHAPITRE 1 - LA PROTECTION DE LA PERSONNE DE L'ENFANT	1089
--	------

<i>SECTION A: PRINCIPES GENERAUX</i>	1089
--	------

I. But et notion	1089
II. Proportionnalité, subsidiarité et complémentarité	1095
III. La composante temporelle de la protection	1097
IV. Coûts des mesures	1099

<i>SECTION B: L'EVENTAIL DES MESURES</i>	1100
--	------

I. Les mesures non spécifiques	1100
a) Les conditions générales d'intervention et les consignes.....	1100
b) Le cas particulier de la médiation.....	1104
c) Le droit de regard et d'information (« surveillance éducative »)	1105
II. Les curatelles d'assistance éducative, de représentation à des fins spéciales et de surveillance ...	1108
a) L'assistance éducative (art. 308, al. 1 CC).....	1109
b) La curatelle en cas d'adoption (art. 17 LF-CLaH)	1111
c) La représentation à des fins spéciales (art. 308, al. 2 CC)...	1112
aa) La curatelle de paternité.....	1112
bb) La curatelle alimentaire.....	1117
aaa) La fixation de la contribution d'entretien.....	1118
bbb) L'accomplissement des prestations d'entretien	1121
cc) La curatelle pour faire valoir d'autres droits	1122

d)	La surveillance des relations personnelles (art. 308, al. 2 CC).....	1124
e)	La curatelle de représentation de l'enfant dans la procédure matrimoniale (art. 299/300 CPC) et dans les autres procédures (art. 314 ^{bis} CC, art. 9, al. 3 LF-EEA).....	1127
f)	La curatelle de l'art. 306, al. 2 CC	1128
g)	Autres curatelles ou institutions analogues.....	1129
III.	Le retrait du droit de déterminer le lieu de résidence de l'enfant (art. 310 CC).....	1129
a)	Retrait fondé sur l'art. 310, al. 1 CC.....	1133
b)	Retrait volontaire fondé sur l'art. 310, al. 2 CC	1138
c)	Retrait fondé sur l'art. 310, al. 3 CC.....	1140
IV.	Le retrait de l'autorité parentale (art. 311/312 CC).....	1144
a)	Le retrait facilité	1145
aa)	Requête fondée sur un juste motif (art. 312, ch. 1 CC)..	1145
bb)	Consentement à l'adoption de l'enfant par des tiers anonymes (art. 312, ch. 2 CC).....	1146
b)	Le retrait ordinaire	1147
aa)	Inexpérience, maladie, infirmité, absence, violence des parents ou motifs analogues (art. 311, al. 1, ch. 1 CC).....	1147
bb)	Absence de souci sérieux de l'enfant ou manquement aux devoirs parentaux (art. 311, al. 1, ch. 2 CC).....	1149

SECTION C: LES COMPETENCES..... 1150

I.	Compétences hors procédure matrimoniale ou réclamation d'entretien.....	1150
a)	La compétence matérielle	1150
b)	La compétence à raison du lieu	1151
II.	Compétences en relation avec une procédure matrimoniale.....	1156
a)	Le juge matrimonial.....	1156
b)	L'autorité de protection de l'enfant	1158
c)	La compétence à raison du lieu	1160
III.	Compétence en relation avec une procédure alimentaire ..	1160

SECTION D: LA PROCEDURE..... 1161

I.	Dispositions générales	1161
II.	Droit et devoir de signalement.....	1171

CHAPITRE 2 - LA PRISE EN CHARGE DE L'ENFANT PAR
DES TIERS..... 1187

- I. Le placement chez des parents nourriciers 1187
 - a) Le régime de l'autorisation et de la surveillance 1187
 - b) Le statut des parents nourriciers 1192
 - aa) Les droits des parents nourriciers..... 1193
 - bb) Les devoirs des parents nourriciers..... 1196
 - cc) Le contrat de placement et le soutien de l'instance
de liaison 1197
- II. Le placement institutionnel 1198
 - a) Le placement en milieu institutionnel ouvert 1199
 - b) Le placement en institution fermée ou en établissement
psychiatrique..... 1199
 - aa) L'application par analogie des dispositions relatives
au placement à des fins d'assistance de l'adulte 1201
 - bb) Quelques dispositions particulières en matière
de procédure et de recours..... 1205

CHAPITRE 3 - LA PROTECTION DES BIENS
DE L'ENFANT 1209

- I. Généralités 1209
- II. La mesure de l'art. 318, al. 3 CC..... 1211
- III. Les mesures protectrices de l'art. 324 CC 1213
- IV. Le retrait du pouvoir d'administration
des biens (art. 325 CC) 1215
- V. Compétence et procédure 1218

REGISTRE ALPHABETIQUE DES MATIERES 1221

INDEX DES ARTICLES CITES 1253

BIBLIOGRAPHIE..... 1283